

Omar Barghouti : BDS engendre une division éthiquement nécessaire

Description

« Nous ne devons pas craindre de « diviser » dans notre quête de justice ». Par Omar Barghouti, le 16 juin 2023

Source : [The Nation](#)

Traduction AS pour l'Agence Média Palestine

Pour Omar Barghouti, fondateur de la campagne Boycott, Désinvestissement, Sanctions, nous ne devons pas prétendre que des mouvements comme le BDS ne sont pas « source de division ». Au contraire, nous devons expliquer, d'un point de vue moral et éthique, pourquoi cette division est nécessaire.



Il y a un mot qui a tendance à apparaître partout dans le monde lorsque des personnes marginalisées se battent pour leurs droits : « diviser ».

En Australie, par exemple, les dirigeants autochtones font campagne pour que la « voix des Premières nations » soit inscrite dans la Constitution, afin de conseiller le Parlement et le gouvernement sur toutes les questions qui concernent les communautés autochtones. Les conservateurs qui s'y opposent se fondent principalement sur le caractère « diviseur » de l'initiative. Lorsque l'université Brown a créé en 2003 un comité directeur sur l'esclavage et la justice chargée d'enquêter sur les relations historiques de l'université avec l'esclavage, certains ont qualifié de « source de division et d'erreur ».

Le même refrain prédomine dans les arguments utilisés par les opposants à une initiative visant à convaincre l'American Anthropological Association (AAA) d'honorer l'appel palestinien à boycotter les institutions académiques israéliennes jusqu'à ce que ces institutions mettent fin à leur complicité dans la violation des droits des Palestiniens tels qu'ils sont stipulés dans le droit international ». Selon les opposants, un tel boycott porterait un préjudice considérable à l'association et entraverait sa mission. Et, comme prévu, les critiques ont eu recours au mot préféré de tous, en écrivant : « La division et la mauvaise volonté créées seront permanentes ».

De nombreux anthropologues américains soutiennent le boycott des universités israéliennes, reconnaissant leur complicité profondément ancrée et bien documentée dans l'apartheid et le déni des droits des Palestiniens. Bien que les partisans du boycott aient présenté des arguments convaincants en faveur de ce dernier, qui constitue un accomplissement logique des obligations éthiques et professionnelles de l'AAA, ils n'ont pas abordé de manière adéquate l'argument majeur de la division. Je pense qu'il mérite un examen plus approfondi.

En bref : Le mouvement de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS) est-il source de division ? Bien sûr que oui. Mais est-ce un problème ? Non, et plutôt que de reculer devant l'accusation de division, les défenseurs du BDS et d'autres luttes pour la justice devraient la prendre à bras-le-corps.

Dans les contextes coloniaux, de l'Australie aux Amériques en passant par l'Afrique du Sud et la Palestine, les appels à la liberté, à la justice et à l'égalité absolue exprimés par les nations indignées ont souvent été supprimés, diabolisés ou tout simplement rejetés comme « diviseurs », entre autres qualificatifs, à la fois par les autorités coloniales et, surtout, par ceux qui, en Occident, s'investissent dans le maintien ou la justification des systèmes coloniaux d'oppression. Il y aura toujours des personnes qui défendront les formes les plus horribles d'injustice pour maintenir l'hégémonie, les privilèges et les systèmes d'oppression qui les perpétuent. De même, les appels à la justice raciale, sexuelle, climatique et sociale au sein des « démocraties occidentales » ont également été attaqués par les conservateurs, qui les considèrent comme des facteurs de division. Un sondage récent, par exemple, montre qu'environ 40 % des adultes blancs aux États-Unis considèrent le mouvement Black Lives Matter comme « source de division et de danger ». Ils ont raison : ces appels à la justice y compris l'appel BDS de 2005 de la société palestinienne, que j'ai cosigné à l'époque, ont créé la discorde. Mais ils doivent le faire. Ils engendrent ce que j'appelle une division éthiquement nécessaire.

Les institutions démocratiques et les associations professionnelles fonctionnent théoriquement sur la base de deux principes : la « règle de la majorité » n'implique pas l'assujettissement ou la domination des minorités, et les minorités ont la capacité de changer pacifiquement les règles qui les régissent. Ils souscrivent aussi publiquement au principe selon lequel l'unité ne doit jamais effacer la diversité ou primer des convictions politiques ou idéologiques différentes mais « légitimes ». En conséquence, toute division qui aliène, délégitime ou prime des opinions différentes mais néanmoins légitimes est jugée inacceptable.

Mais il existe des cas impérieux qui exigent de redresser un tort éthiquement indéniable, où la division n'est pas seulement acceptable, mais aussi éthiquement nécessaire. Prenons par exemple le génocide, l'esclavage, y compris ses versions contemporaines, le meurtre d'enfants, le viol, la discrimination fondée sur l'identité, l'apartheid, le colonialisme de peuplement, le régime despotique, le déni des droits de l'homme fondamentaux, etc. Une institution qui adopte une position sans équivoque contre l'un ou l'autre de ces maux s'engage dans un processus de division éthiquement nécessaire.

L'utilisation de l'argument de la division pour maintenir une « unité » imposée par l'hégémonie est censurante, puisqu'elle est conçue pour mettre fin à un débat solide, et antidémocratique, puisqu'elle sape la valeur du vote dans l'élaboration des décisions et des politiques collectives d'une institution. Elle est également ridicule et contraire à l'éthique, car elle part essentiellement du principe que cela soit formulé, admis ou non que l'injustice est la norme incontestable et incontestable.

Lorsque l'« unité » et la « diversité » sont utilisées à mauvais escient pour camoufler la complicité dans la perpétration de torts éthiquement indéniables, la mobilisation de la pression pour mettre fin à cette complicité, aussi litigieuse soit-elle, devient une profonde obligation éthique. Une division éthiquement nécessaire peut donc être définie simplement comme une division entre deux groupes sur une proposition qui nécessite éthiquement un choix binaire.

Soutenez-vous l'esclavage ? Oui ou non. Rien entre les deux n'est tenable. Dans de tels cas, il est inacceptable de dire « Ça dépend », car ce n'est tout simplement pas le cas.

Selon ce modeste argument éthique, les Palestiniens ne demandent pas à l'AAA de les libérer

du régime israélien de colonialisme et d'apartheid, vieux de 75 ans, bien que ce régime ne puisse être maintenu que grâce au soutien militaire, économique et diplomatique inconditionnel des États-Unis. Les Palestiniens et les anthropologues américains qui soutiennent nos droits en vertu du droit international demandent simplement à Israël et à ses membres de s'abstenir d'aider et d'encourager le système d'oppression violente d'Israël, dont les universités sont un pilier.

Pendant des décennies, les universités israéliennes ont joué un rôle indispensable et considérable dans la conception, la mise en œuvre, la justification et le blanchiment de tous les aspects du régime d'oppression israélien contre les autochtones palestiniens : du nettoyage ethnique planifié de 1948 à la Nakba actuelle des déplacements forcés progressifs à Jérusalem, An-Naqab, la Galilée, la vallée du Jourdain, au siège criminel de plus de 2 millions de Palestiniens à Gaza, au vol permanent des terres et des ressources par la construction de colonies illégales et de murs de l'apartheid.

Les armes et les technologies d'espionnage, les drones tueurs, les doctrines militaires qui justifient la dévastation « disproportionnée » des civils, les conseils démographiques qui élaborent des stratégies sur la meilleure façon de contrer la « menace démographique » des Palestiniens autochtones, les projets archéologiques coloniaux à peine voilés conçus pour effacer l'histoire arabe et islamique autochtone, et un millier d'autres mécanismes d'oppression coloniale sont tous fabriqués et soutenus par les universités israéliennes. Frederick Douglass a dit un jour : « Le pouvoir ne concède rien sans qu'on l'exige !.. Couvrez ce à quoi un peuple se soumet tranquillement et vous aurez trouvé la mesure exacte de l'injustice et du mal qui lui seront imposés, et ils continueront jusqu'à ce qu'on leur résiste ». Les Palestiniens et les progressistes qui soutiennent nos droits demandent clairement de ne pas nuire et de mettre fin à la complicité. Est-ce une source de division ? Bien sûr que oui. Exiger la justice et résister à l'injustice ont toujours été, par définition, controversés, mais ils ont aussi toujours été nécessaires d'un point de vue éthique.

date créée
2023/06/16